

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q3/COL/25
30 octobre 2003

(03-5780)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

Questions formulées par l'Équateur

La délégation de l'Équateur a fait parvenir au Secrétariat la communication ci après, datée du 24 octobre 2003.

Selon les instructions reçues de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre une demande de complément d'informations concernant la reconduction de la prorogation de la période de transition des programmes colombiens de subventions SIEX et zones franches (ZF), dans les termes qui figurent ci-après:

- a) Il est demandé à la Colombie qu'au moyen d'une nouvelle résolution du Ministère du commerce visant expressément la mise en œuvre du paiement différé de la TVA, il soit clairement établi que le délai de cinq ans dont pourront disposer les importateurs colombiens pour ledit paiement devra coïncider avec l'échéance finale autorisée par l'OMC pour le SIEX, c'est-à-dire le mois de décembre 2006 au plus tard.
- b) Il est demandé à la Colombie qu'elle notifie au Secrétariat de l'OMC la teneur de la Résolution n° 1148 de 2002 du Ministère du commerce, qui ne figure pas dans la compilation réalisée par l'OMC sous la cote G/SCM/Q3/COL/17, afin qu'il soit possible de l'étudier.
- c) Il est demandé à la Colombie la raison pour laquelle la réforme du régime de zones franches requiert une loi au lieu d'un simple décret exécutif, comme la Colombie elle-même l'avait déterminé initialement.